

**M. Broadbent:** C'est un milliard de dollars par année.

**M. MacEachen:** Le taux de cotisation des employeurs sera porté à \$2.52. Ces augmentations reflètent dans une large mesure les changements présentés pour la première fois par mon prédécesseur dans son exposé budgétaire du 11 décembre 1979 au sujet du financement de l'assurance-chômage. D'après ces changements, les cotisations des employeurs et des employés doivent financer en totalité les prestations d'assurance-chômage, sauf celles qui sont liées à un taux régional élevé de chômage. De plus, le nouveau barème de primes tient compte de l'extension de l'exigence variable d'entrée et de la réduction du gain minimum exigé qui ont été approuvées cette année par la Chambre.

#### LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Madame le Président, j'aimerais maintenant résumer mes prévisions de l'économie et de la situation financière du gouvernement fédéral, des mesures et des plans de dépenses qui viennent d'être annoncés.

Un document qui accompagne ce budget décrit en détail nos projections économiques à moyen terme; je me contenterai donc de les aborder brièvement. Il semble maintenant que, pour l'ensemble de l'année 1980, la production réelle atteindra un niveau nettement plus faible qu'on ne le prévoyait lors de mon exposé d'avril; elle risque de diminuer d'environ 1 p. 100. La récession touche à sa fin, mais la reprise risque d'être plutôt modérée en raison de la conjoncture économique mondiale, de la persistance d'une inflation rapide et de la hausse récente des taux d'intérêt qui a pris sa source aux États-Unis. La production réelle pourrait donc en 1981 ne dépasser que d'un peu près 1 p. 100 le niveau de 1980. Nous escomptons cependant qu'une croissance réelle de l'ordre de 4 p. 100 s'amorcera au second semestre de 1981.

Les exportations et les investissements des entreprises sont essentiels au maintien d'une croissance non inflationniste; nous comptons sur ces éléments pour stimuler la reprise. L'industrie canadienne bénéficie d'une situation concurrentielle favorable sur les marchés mondiaux, grâce au taux de change actuel et au fait que dans beaucoup de pays l'inflation est plus rapide qu'ici. Malgré la récession aux États-Unis, notre excédent commercial est resté très favorable cette année grâce aux bons résultats de notre industrie sur les marchés d'outre-mer. Si nous réussissons à maintenir notre situation concurrentielle, nous pourrions tirer tout le profit possible du redressement économique mondial. Notre politique industrielle et notre politique de recherche et de développement favoriseront la croissance des investissements et l'amélioration de notre balance commerciale. En outre, notre nouvelle politique énergétique vise à mettre en place un cadre dans lequel une vaste gamme d'initiatives énergétiques pourront progresser, avec des résultats bénéfiques.

Malgré la baisse de la production cette année, le nombre d'emplois a continué d'augmenter; aussi la productivité a-t-elle reculé d'environ 3 p. 100. Cette évolution a évidemment eu un effet négatif sur nos coûts, mais elle a entraîné une élévation du chômage moins rapide que je ne l'avais prévue en avril. Le taux de chômage reste inférieur à 8 p. 100. Mais cela risque de ne pas continuer. Le chômage pourrait se situer à environ 8.5

#### *Le budget—M. MacEachen*

p. 100 en moyenne l'an prochain, avant de diminuer progressivement à mesure que la production se redressera.

Sur le plan de l'inflation, on s'attend pour le reste de l'année et pour 1981 au maintien d'une hausse de l'ordre de 10 p. 100 de l'indice des prix à la consommation, à cause du renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie. J'ai bon espoir que la stratégie exposée dans ce budget contribuera à une diminution progressive de l'inflation après 1981. Pour prévoir la situation financière du gouvernement, j'ai calculé les recettes d'après les hypothèses économiques de ces projections et j'ai tenu compte des modifications fiscales annoncées plus tôt, y compris des taxes en matière d'énergie.

Les recettes budgétaires devraient s'élever de 12.6 p. 100 en 1980-1981, de 17.1 p. 100 en 1981-1982 et de 16.4 p. 100 en 1982-1983, avant que leur croissance ne retombe à moins de 13 p. 100 en 1983-1984. Cette progression rapide reflète l'instauration des taxes en matière d'énergie, tout particulièrement en 1981-1982, et la reprise d'une croissance économique appréciable, notamment en 1982-1983.

D'après mes prévisions, le déficit budgétaire devrait passer de \$14.2 milliards cette année à \$13.7 milliards en 1981-1982, puis à \$12.1 milliards en 1982-1983 et à \$11.8 milliards en 1983-1984. Cette baisse est due au fait que les recettes s'accroîtront sensiblement plus vite que les dépenses.

Grâce aux ressources accrues apportées par les postes non budgétaires, les besoins financiers diminueront plus vite que le déficit budgétaire. Ils passeront de \$12.2 milliards cette année à \$11 milliards en 1981-1982, \$8.4 milliards en 1982-1983 et \$7.2 milliards en 1983-1984. En proportion du PNB ils descendront de 4.3 p. 100 en 1980-1981 à 1.8 p. 100 en 1983-1984, soit le plus faible niveau observé depuis 1974-1975.

Je me propose de présenter un projet de loi accordant un pouvoir d'emprunt pour l'exercice 1981-1982 lorsque le débat budgétaire sera terminé. Les députés pourront alors étudier la demande de pouvoir d'emprunt à la lumière des informations complètes contenues dans ce budget.

J'aimerais maintenant déposer les prévisions de recettes et de dépenses fédérales ainsi que les notes explicatives, les avis de motion des voies et moyens, des renseignements supplémentaires donnant le détail des mesures annoncées ce soir et un document d'étude sur les projections économiques à moyen terme. Pour le compte du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), je dépose son document présentant le Programme énergétique national. Je sollicite l'assentiment de la Chambre pour annexer au hansard les tableaux présentant les projections de situation financière du gouvernement d'après les comptes publics et d'après les comptes nationaux, ainsi que les principaux éléments de recettes budgétaires.

**Des voix:** D'accord.

[*Note de l'éditeur: Les tableaux susmentionnés figurent en appendice.*]

**M. MacEachen:** En guise de conclusion, madame le Président, j'aimerais remercier mes collègues pour l'aide et l'appui qu'ils m'ont apportés dans la préparation du budget. Je remercie également les députés de ce côté-ci de la Chambre et ceux de l'autre côté qui m'ont recommandé les moyens les plus ingénieux de combiner le budget.